

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 09/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNDICAT DE TRAITEMENT ORDURES MENAGERES DES PYRENEES

ZAC OUEST OZE, 759 route du Circuit
31800 Saint-Gaudens

Références : 2026/019
Code AIOT : 0006804665

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement SYNDICAT DE TRAITEMENT ORDURES MENAGERES DES PYRENEES implanté Site de Pihourc Lieoux et Latoue 31800 Lieoux. L'inspection a été annoncée le 03/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite annuelle pour ce site. L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT DE TRAITEMENT ORDURES MENAGERES DES PYRENEES
- Site de Pihourc Lieoux et Latoue 31800 Lieoux

- Code AIOT : 0006804665
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une installation de stockage de déchets non dangereux située sur les communes de Lieux et de Latoue.

L'installation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008, modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 05 décembre 2011, du 4 juin 2013 et du 11 juillet 2019. La capacité annuelle de stockage est de 85000 tonnes de stockage de déchets par an.

Le site dispose d'une station de traitement des lixiviats et de plusieurs équipements pour l'épuration et l'injection du biogaz dans le réseau de gaz.

Depuis 2000, une plateforme de compostage traite et valorise les déchets verts des collectivités adhérentes au syndicat et depuis 2015, un service bois-énergie produit de la plaquette forestière.

L'installation de stockage des déchets non dangereux, qui était exploitée depuis le 12/12/2008, et jusqu'au 31 décembre 2022 par le SIVOM, relève de la législation des installations classées selon le classement ci-dessous :

- 3540-1 à Autorisation (Installations de stockage de déchets) ;
- 2760-2b à Autorisation (Installations de stockage de déchets) ;
- 2910-b-1 à Enregistrement (Combustion) ;
- 2780-1-c à Déclaration (Installations de compostage des déchets verts) ;
- 2780-2-c à Déclaration (Installations de compostage de la fraction fermentescible d'ordures ménagères) ;
- 2515-1-b à Déclaration (Broyage, concassage ... de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux) ;
- 1532-2-b à Déclaration (Stockage de bois).

Le transfert de l'autorisation d'exploiter le site au profit du SYTOM des Pyrénées a été acté par arrêté préfectoral du 26 décembre 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Exigences relatives à la collecte et au traitement des eaux superficielles	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14 > I.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33bis	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
21	Contrôle externe des installations de destruction	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-III	/	Demande d'action corrective	3 mois
22	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
24	Bilan énergétique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24-ter	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > II.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Stockage de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure
3	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Modification de l'installation	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Risques incendie	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 25.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > III.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > II.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
9	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > IV.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
10	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22 > I.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
11	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 23	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
12	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
14	Couverture du casier	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 30	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
15	Dispositif de collecte de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I	/	Sans objet
16	Mesure de la quantité de biogaz capté	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I	/	Sans objet
17	Mesure du volume de biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II	/	Sans objet
18	Contrôle du fonctionnement du réseau de	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II & 21	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	collecte			
19	Mesure de la qualité du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	/	Sans objet
20	Programme de contrôle des installations biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-II	/	Sans objet
23	Programme de détection et réparation des fuites	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-V	/	Sans objet
25	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de lever les arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 8 et du 13 mars 2024. Elle a également permis de constater le respect de la réglementation en ce qui concerne la gestion et la valorisation du biogaz.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de stockage des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025
Prescription contrôlée : <p>Les bassins de stockage de lixiviats sont étanches et résistants aux substances contenues dans les lixiviats. Leurs dispositifs d'étanchéité sont constitués, du haut vers le bas, d'une géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à 1.10-9 m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent. Leurs</p>

<p>capacités minimales correspondent à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire.</p> <p>Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve.</p> <p>La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre.</p> <p>L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> - une bouée ; - une échelle par bassin ; - une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires. <p>Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté lors de la présente visite la présence de bouées sur tous les bassins, la non-conformité relevée lors de la précédente visite est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Stockage de déchets inertes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Durée de stockage déchets inertes</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <p>"installation de stockage de déchets inertes » : installation de dépôt de déchets inertes, à l'exclusion des installations de dépôt de déchets où :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent ; - les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif ; - les déchets sont valorisés en conformité avec les articles L. 541-31 et suivants du code de l'environnement. <p>-----</p> <p>Article 3 de l'Arrêté Préfectoral du 12/12/2008 :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les</p>

éléments d'appréciation.
Constats : Le dossier de porter à connaissance a été déposé en avril 2025, le point 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mars 2025 est levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025
Prescription contrôlée : II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut

être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.
Constats : L'exploitant a présenté les derniers imports réalisés sur le Registre National des Déchets et Terres excavées et Sédiments, le délai de 7 jours prévus par la réglementation est désormais respecté suite à la mise en œuvre d'actions correctives par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a déposé le dossier de porter connaissance en avril 2025, le point 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2024 est levé. L'inspection a constaté que l'activité de broyage de déchets verts a été arrêté au droit du casier n°6 et que celle-ci est réalisée sur la plateforme de compostage. L'exploitant a précisé qu'il ne s'agissait que d'un stockage de déchets verts et non d'une activité de broyage sur le casier n°6.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 25.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025

Prescription contrôlée :

[...]

Des moyens efficaces sont prévus pour lutter contre l'incendie, comprenant au minimum :

- un extincteur dans tous les locaux (chantier, exploitation, traitement des lixiviats et biogaz) ;
 - la présence de réserves incendies de 500 m³ chacune aménagées au niveau des 3 bassins d'eaux de ruissellement internes, chacun des bassins est équipé d'un raccord pompier ;
 - une réserve d'au moins 100 m³ de matériaux inertes de couverture disponible en permanence ;
- une voie engin permettant en permanence l'accessibilité aux façades et à la plateforme technique, aux installations techniques et aux casiers en exploitation ;
- [...]

Constats :

Depuis la précédente visite d'inspection, le SDIS a validé le bassin BABOS comme réserve incendie.

Les deux réserves incendie désormais retenues par l'exploitant sont le bassin BABOS et le bassin EP3.

Le bassin EP3 doit être réceptionné par le SDIS.

Le bassin BABOS ayant un volume de 2600 m³ et ayant été réceptionné par le SDIS, le point 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2024 est levé.

La procédure de gestion des bassins de réserve incendie doit être mise à jour en conséquence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, mettre à jour la procédure de gestion des bassins de réserve incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > III.

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025
Prescription contrôlée : Les lixiviats collectés sur le site sont traités avant d'être rejetés dans le milieu naturel ou réinjectés dans les conditions prévues au chapitre 4 du titre V. Seuls les lixiviats respectant les critères fixés à l'annexe I sont rejetés dans le milieu naturel.
Constats : L'inspection a consulté les résultats sous GIDAF, les analyses sont réalisées en sortie de STEP depuis mai 2025. Des dépassements ponctuels ont été constatés : <ul style="list-style-type: none"> • mai 2025 : O₂ dissous : 13.4 (VLE à 7) - Fe : 0.53 (VLE à 0.5) • juin 2025 : NO₃ : 20 (VLE à 10) • juin 2025 (contrôle inopiné) : - O₂ : 8.7 (VLE à 7) pas d'autres dépassements • juillet 2025 : Zn : 0.086 (VLE à 0.05) • octobre 2025 : dépassement le 22 octobre en Hg : 10,86 (VLE à 10), retour à la conformité sur analyse du 27 et du 30 octobre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025
Prescription contrôlée : [...] Les eaux issues des éventuels réseaux de drainage des eaux superficielles ou souterraines sont collectées et rejetées au milieu naturel sans traitement, après contrôles. [...]
Constats :

Les résultats déclarés sous GIDAF pour les bassins d'eaux pluviales doivent être commentés afin d'explicitier les éléments déclarés (absence de rejet, volume rejeté).

Les résultats du mois de juillet 2025 pour le bassin rive droite (EP4) montrent un dépassement pour le paramètre DCO : 130 mg/L, au lieu de 125 mg/L. L'exploitant n'a pas réalisé d'autres analyses.

Les résultats du mois de mars 2025 pour le bassin rive gauche (EP3) montrent un dépassement sur le paramètre DCO : 210 mg/L, au lieu de 125 mg/L.

L'exploitant a nettoyé le bassin EP3 suite à cette analyse mais n'a pas réalisé de nouvelles analyses.

Avant chaque rejet d'eaux pluviales, l'exploitant doit avoir analysé les eaux. Au vu des dernières analyses de l'exploitant, les eaux pluviales ne respectent pas les valeurs limites en DCO. L'exploitant doit réaliser et transmettre sous un délai de 3 mois les analyses d'eaux pluviales des deux bassins.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les nouvelles analyses pour les bassins EP3 et EP4.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > II.

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté

préfectoral.

Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

Constats :

Le programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction de biogaz et des organes associés a été transmis à l'inspection et n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.

La non-conformité relevée lors de la visite précédente peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > IV.

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025

Prescription contrôlée :

Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.

Constats :

L'exploitant a transmis la cartographie de 2020 et a présenté le jour de la visite la cartographie réalisée en septembre 2025 par l'entreprise SUEZ. La non-conformité de la visite précédente est levée.

Ce point est détaillé dans la fiche de constat n°22.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Il n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme est détaillé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des</p>

rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, selon une fréquence déterminée par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

L'exploitant a transmis le programme de suivi. Les modalités de suivi des eaux pluviales proposées par l'exploitant respectent l'arrêté préfectoral d'autorisation du site, l'arrêté ministériel prévoit la possibilité d'aménager la fréquence de suivi des eaux pluviales.

Les modalités de suivi pourront être modifiées dans le cadre d'une modification de l'arrêté préfectoral en vigueur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :

- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;

- paramètres biologiques : DBO₅ ; - paramètres bactériologiques : *Escherichia coli*, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;

- autres paramètres : hauteur d'eau.

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.

Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

Constats :

Lors de la visite précédente, l'inspection a constaté l'absence d'analyses de la radioactivité sur les piézomètres. Cette analyse doit être réalisée tous les 5 ans.

L'exploitant a transmis et présenté les résultats d'analyse pour l'ensemble des piézomètres, les résultats n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33bis

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :

- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;
- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

<ul style="list-style-type: none"> - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies. <p>II. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>III. En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite aux constats de la visite précédente, l'exploitant a réalisé l'étude de dangers sur la centrale de valorisation biogaz et a présenté les conclusions de l'étude à l'inspection. Les phénomènes dangereux n'atteignent pas de lieu de présence permanente du personnel.</p> <p>Le Plan de Défense Incendie n'est plus à jour suite aux modifications sur les bassins des eaux incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit transmettre un plan de défense incendie mis à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 14 : Couverture du casier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 30</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Couverture du casier</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès le comblement de chaque alvéole, une couverture provisoire est mise en place. Les travaux de réalisation du réseau de captage des gaz doivent être réalisés au fur et à mesure du comblement des alvéoles. Dès la réalisation de ce réseau, la couverture finale est mise en place et doit présenter la configuration suivante, du bas vers le haut :</p>

- une couche d'argile de 0.30 m,
- un géotextile de drainage et de protection,
- une géomembrane PEHD 20/10,
- un géotextile de protection,
- une couche de terre végétale mélangée à du compost de 0.30 m.

De plus, cette couverture doit présenter une pente d'au moins 3 % permettant de diriger les eaux de ruissellement vers les dispositifs de collecte. Sur les pentes des talus profilés 1 hauteur pour 2 longueurs, le même dispositif est installé avec un géotextile, drainant les eaux pluviales, spécifique à l'accroche des terres. Une végétalisation de tous les terrassements doit être réalisée.

Constats :

L'exploitant a mandaté le bureau d'étude ECOGEOS afin de réaliser des fouilles et analyses de la couverture argileuse actuelle.

Les résultats ont révélé les conclusions suivantes :

- Couche d'argile d'une épaisseur de 2,1 à 3,1 mètres au dôme et 0,8 à 1,1 mètres en talus.
- Perméabilité entre 5,83 *10⁻¹¹ et 4,11*10⁻¹⁰ m/s.

Les conclusions du bureau d'étude montre que la couverte actuelle est aussi performante qu'une couverture par géomembrane. L'arrêté ministériel de 2016 ne s'applique pas à ce casier trop ancien.

Au vu de ces éléments, l'inspection considère que la couverture en place est suffisante. Les prescriptions applicables au casier n°4 seront actualisées lors d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Dispositif de collecte de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de collecte de biogaz

Prescription contrôlée :

I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.

Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci.

Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier.

Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement.

Constats :

L'inspection a constaté la présence de captage de biogaz à l'avancement : 5 captages sont

aujourd'hui présents sur le casier en cours d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Mesure de la quantité de biogaz capté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-I
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de la quantité de biogaz capté
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats de la quantité totale de biogaz capté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2024 : 4 112 037 Nm³ : 129 677 Nm³ via la torchère / 3 982 360 Nm³ via la wagabox - 2025 août : 2 112 211 Nm³ : 1 970 842 Nm³ via la wagabox / 141 360 Nm³ via la torchère <p>Le gaz est injecté sur le réseau après traitement par la wagabox. La valorisation du biogaz est très majoritaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Mesure du volume de biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure du volume de biogaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion. Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé</p> <p>A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de stockage du gaz avant utilisation, les réservoirs utilisés satisfont les prescriptions de l'arrêté ministériel relatif au stockage de gaz en vigueur</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite la présence de dispositif de mesure en continu du biogaz au niveau des équipements de valorisation et de destruction.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12-II & 21
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte
Prescription contrôlée : Article 12-II Les équipements d'élimination du biogaz sont conçus de manière à respecter les critères fixés à l'article 21. Article 21 I. L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz. Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz. Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.
Constats : Suite à la visite précédente, l'exploitant a transmis le programme de surveillance et de contrôle du réseau de collecte du biogaz. Le réseau de collecte de biogaz est surveillé quotidiennement Ce programme n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Mesure de la qualité du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de la qualité du biogaz
Prescription contrôlée : [...] La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II. Annexe II : Dispositions relatives au contrôle des eaux, des lixiviats et des gaz 1. Données relatives aux rejets 4. Qualité du biogaz capté et pression atmosphérique : CH ₄ , CO ₂ , CO, O ₂ , H ₂ S, H ₂
Constats :

L'exploitant a présenté les résultats d'analyse de la qualité du biogaz. L'ensemble des paramètres est suivi et respecte les fréquences de suivi. Les résultats n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Programme de contrôle des installations biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-II
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de contrôle des installations biogaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés.</p> <p>Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.</p> <p>Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure.</p> <p>Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le programme de surveillance de la Wagabox et des torchères.</p> <p>Ce programme n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Contrôle externe des installations de destruction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle externe des installations de destruction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an.</p> <p>Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde.</p> <p>Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.</p> <p>La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas : SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ; CO : 150 mg/Nm³.</p>

<p>Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées par m³ rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène.</p> <p>Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les dernières analyses des deux torchères, réalisées en septembre 2025.</p> <p>La qualité du gaz rejeté est conforme aux valeurs limites précisées ci-dessus.</p> <p>La température mesurée des gaz rejetés est inférieure à 900°C pour la torchère n°1 : 753°C. La mesure n'est pas représentative de la température des gaz car elle n'est pas réalisée au niveau de la flamme.</p> <p>Lors de la visite au niveau des torchères, l'inspection a constaté que la consigne est de 850°C pour les torchères, celle-ci doit être modifiée.</p> <p>La torchère n°1 n'était pas en fonctionnement, la température de combustion n'a pas pu être vérifiée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments justifiant de la température des gaz de combustion des torchères.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 22 : Cartographie des émissions diffuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois.</p> <p>L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même</p>

<p>méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente.</p> <p>L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la cartographie des émissions diffuses réalisée en septembre 2025. La cartographie montre des anomalies sur certaines zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> - collecteurs non étanches - puits non étanches - étanchéité jonction de casier <p>L'exploitant a commencé à mettre en place des actions correctives.</p> <p>L'exploitant a un délai de 6 mois pour prendre les actions correctives appropriées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre, sous un délai de 6 mois, à l'inspection les actions correctives pour que les anomalies soient traitées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 23 : Programme de détection et réparation des fuites

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Programme de détection et réparation des fuites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz.</p> <p>L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le programme de surveillance du réseau biogaz précise que la dépression du réseau est vérifiée afin de détecter les fuites.</p>

De plus, la cartographie des émissions, réalisée par SUEZ, est également utilisée pour détecter et réparer les fuites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Bilan énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24-ter

Thème(s) : Risques chroniques, Quantité de biogaz valorisé

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :

- i) Des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ;
- ii) Des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ;
- iii) Des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation.

Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.

Constats :

Le bilan énergétique est réalisé annuellement par l'exploitant, il a été présenté le jour de l'inspection mais il n'est pas présent dans le rapport annuel pour l'année 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit intégrer le bilan énergétique dans le rapport annuel pour l'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 25 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

- 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

[...]

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

Constats :

L'exploitant a présenté l'export du Registre National des Déchets, Terres excavées et sédiment via Trackdéchets.

Par sondage, l'inspection a demandé la fiche d'information préalable, le rapport de caractérisation concernant les ordures ménagères et l'attestation de tri du SMTD65. L'exploitant a transmis les éléments qui n'appellent pas de commentaire de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite